

Solidaires

Fonction Publique

Face aux attaques, pour nos salaires, La grève toutes et tous ensemble le 19 mars !

Dans le cadre des rencontres bilatérales organisées entre le ministre de la Transformation et de la fonction publique et les organisations syndicales représentatives, Solidaires Fonction Publique sera reçue par Stanislas Guérini le 21 Février.

Pour Solidaires FP, les exigences sont claires. Rien de ce qui est annoncé par le gouvernement ne répond aux attentes des agent·es publics. Et les derniers propos de Bruno Le Maire laissent craindre le pire tant pour les conditions de travail des agent·es publics, les recrutements que pour les rémunérations.

Pourtant, une revalorisation générale des salaires des agent·es publics est indispensable. 2024 ne peut en aucun cas être une année blanche au niveau salarial.

L'augmentation des salaires

Dix années de gel du point d'indice couplées à une inflation historique ont appauvri les agent·es publics. Il faut des mesures salariales d'urgence.

Solidaires revendiquera une nouvelle fois auprès du ministre l'attribution de 85 points d'indice supplémentaires pour tous·tes, la revalorisation du point d'indice et son indexation sur l'inflation. Nous revendiquons la reconnaissance des qualifications à leur juste niveau ainsi que la revalorisation des grilles et des carrières féminisées. Les contractuel·les doivent également bénéficier de la mise en place de ces revendications.

La défense du statut

Si le contenu exact du projet de loi annoncé par le gouvernement reste officieux, nous ne pouvons que nous inquiéter des récents propos du ministre qui en introduisant des notions de "performance", mérite et insuffisance professionnelle, non seulement jette le discrédit sur le professionnalisme des agent·es mais semble également remettre en cause l'impartialité des agent·es garantie par leur statut. Les agent·es sont au service des usager·ères et non de leur hiérarchie ou des pouvoirs politiques.

Notre refus du salaire au prétendu mérite

Les annonces d'instauration d'une part de rémunération au mérite vont elle aussi à l'encontre du statut, plaçant les agent·es sous le règne de l'arbitraire hiérarchique au dépend de l'intérêt commun. De plus, elle engendre de la concurrence entre les agent·es pour récolter une part salariale restreinte. Elle casse les collectifs de travail alors même que la cohésion des agent·es, tournée vers l'intérêt public est une des garanties de services publics de qualité.

Conditions de travail

Le désengagement continu de l'Etat dans les services publics a entraîné au fil des années une dégradation significative des conditions de travail des agent·es. Suppression de postes, regroupements et fermetures de services, sous traitance, les agent·es publics doivent exercer

leurs missions avec toujours moins de moyens et de reconnaissance. Ils et elles se retrouvent en première ligne et bien trop souvent sont les cibles de dénigrement et d'agressions y compris physiques.

Ce n'est bien entendu pas la volonté de généralisation de la semaine de 4 jours, qui là aussi ne fera que dégrader les conditions de travail qui sera une réponse. Pour Solidaires, c'est bien une réduction du temps de travail qu'il faut. En aucun cas ce qui est envisagé.

Solidaires portera au ministre l'ensemble de ses analyses et revendications. Pour autant seule la construction d'un mouvement social massif des agent-es publics est la garantie de victoires, sur les salaires, pour le statut, pour des conditions de travail optimales.

